

## Balados pour CPA : Voir demain

### Épisode 1 : La durabilité, assise de l'économie canadienne?

**David McGuffin** : Bonjour et bienvenue à « Voir demain », une série de balados produite par CPA Canada pour explorer l'avenir de la profession comptable. Ici votre animateur, David McGuffin.

Chaque épisode sera l'occasion de réinventer le travail des CPA, leur façon de l'accomplir et leur influence sur le monde. Ce balado s'inscrit dans le projet Voir demain de CPA Canada, qui vise à donner une nouvelle orientation stratégique à la profession comptable au pays. Commençons sans plus tarder.

Les défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés ont suscité des modes de réflexion inédits, d'autres manières d'envisager notre profession. La notion de durabilité est au cœur de ces modes de réflexion, mais que signifie-t-elle vraiment dans notre contexte et en quoi est-elle pertinente par rapport à la pratique comptable?

Davinder Valeri est directrice, Stratégie, risques et gestion de la performance, à CPA Canada.

**Davinder Valeri** : La durabilité va bien au-delà des changements climatiques. On entend par ce terme le fait de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Je la considère toujours selon un modèle de dépendances imbriquées où l'environnement représente la plus grosse part. Ensuite, il y a la société, puis l'économie, qui s'imbrique entre les deux. Vu sous cet angle, ça nous rappelle que nous devons vivre selon nos moyens; que nous ferons face à des défis très réels et à des conséquences qui pourraient être écologiques ou de l'ordre de l'effondrement social ou du choc économique, comme celui causé par la pandémie. À CPA Canada, nous intervenons dans le domaine de la durabilité depuis une vingtaine d'années. Au début, les gens nous demandaient : « Que peuvent bien faire les comptables en matière de durabilité? »

À l'époque, on entendait beaucoup parler des écolos, mais il ne s'agit pas du tout de ça. Il s'agit surtout de la nécessité de préserver un environnement dont pourront jouir les générations futures, et aussi de définir le rôle des CPA dans cette évolution.

Le but est de créer un écosystème où le service des finances, au beau milieu d'un projet majeur, pourra se mettre à changer les décisions d'affaires en signalant qu'il faut tenir compte de l'environnement, tenir compte des répercussions sur le personnel ou sur la société.

Les CPA jouent un rôle déterminant en tant que décideurs financiers. Il s'agit de trouver les risques et occasions qui accompagnent les perturbations. Nous aidons à façonner le savoir dont nos membres ont besoin.

Nous sommes submergés d'informations, que ce soit sur les critères ESG, la technologie, la gouvernance, la durabilité ou les données. Il y a beaucoup de bouleversements, de confusion, alors nous offrons à nos membres des outils, des méthodes, des connaissances, pour qu'ils puissent comprendre ces nouveautés, les appliquer et y participer.

L'année 2020 a été marquée par des perturbations économiques et sociales sans précédent, au plus haut degré, mais en même temps s'est amorcé un mouvement transformateur axé sur les critères ESG. Nous l'avons observé à l'échelle mondiale, à l'échelle nationale, dans les décisions de placement, dans l'information d'entreprise, dans les politiques gouvernementales.

Il s'est passé bien des choses en 2020, et je peux vous dire que le mouvement amorcé ne montre aucun signe de ralentissement pour 2021 et semble même se poursuivre à vitesse grand V.

Qu'est-ce que ça implique et qu'avons-nous observé? Vous avez sans doute vu que Larry Fink, de BlackRock, dans sa lettre aux chefs de la direction, a déclaré que le risque climatique était un risque d'investissement. Il dit comprendre à quel point le E d'ESG est important. Mais 2020 nous a appris que le S est aussi très important, c'est-à-dire la société, donc environnement et société.

Nous constatons que les gouvernements et les décideurs commencent à adhérer à ces idées et à reconnaître que nous devons changer. Par exemple, la Nouvelle-Zélande fait figure de précurseur : c'est le premier pays à rendre obligatoire l'information sur les risques climatiques dans les états financiers.

Bien sûr, il y a le GIFCC, mais ce pays dit que ces informations doivent être obligatoires. Ensuite, le Royaume-Uni a emboîté le pas, et l'Australie veut l'imiter, et même la Chine a annoncé récemment une démarche de carboneutralité. Nous observons ce mouvement.

Je dois ajouter que dans le domaine de la comptabilité, ce mouvement existe aussi, car les gens veulent de la cohérence, de l'uniformité. J'ai parlé des tonnes d'informations qui circulent, des innombrables cadres, de la pléthore de méthodes possibles, mais il y a aussi un besoin de cohérence.

L'IFRS Foundation, qui s'intéresse aux normes internationales d'information financière, a publié un document de consultation en vue d'évaluer la pertinence de mettre sur pied un conseil qui se consacrerait aux normes internationales sur la durabilité. Cette démarche à elle seule est révélatrice de la nécessité de fonder un tel conseil, qui aurait pour mandat d'insuffler une certaine cohérence dans les normes de présentation de l'information.

De notre côté, au Canada, notre gouvernement s'est montré très progressiste. Il a annoncé un projet de loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité, qui jette les bases de l'engagement national à atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Quand la COVID-19 a frappé, le fédéral a mis en place toutes sortes d'incitatifs, puis a instauré le Crédit d'urgence pour les grands employeurs ou CUGE.

Il a imposé aux bénéficiaires de ce crédit, destiné aux entreprises touchées par la COVID-19, l'obligation de divulguer de l'information financière liée au climat dans leurs rapports annuels. Le Canada s'est attiré des félicitations pour cette demande faite aux organisations de divulguer les enjeux et répercussions liés aux changements climatiques.

Et puis il y a les investisseurs. J'ai parlé des investisseurs étrangers, mais les investisseurs canadiens manifestent un regain d'intérêt pour les facteurs ESG. Les marchés financiers intègrent concrètement ces facteurs dans la gestion d'actifs. Depuis deux ans, on a observé une augmentation d'environ 48 % des actifs socialement responsables sous gestion.

Au Canada, les investissements représentent autour de 3 200 milliards de dollars. C'est énorme. Ça donne à penser qu'un nombre considérable de fonds ESG canadiens sont plus performants que leurs équivalents non ESG. Encore une fois, ça dénote une tendance lourde en faveur des critères ESG, observée dans tout le marché.

Dans l'ensemble, en 2020, nous avons vécu des perturbations jamais vues dans nos modes de travail, de vie et de fonctionnement. Elles ont accéléré l'essor des critères ESG à tel point qu'il n'est pas près de s'essouffler. Les consommateurs commencent à demander ces changements. Je vous conseille de vous tenir prêt en 2021, car ça va se poursuivre.

**David** : Davinder Valeri, directrice, Stratégie, risques et gestion de la performance, à CPA Canada, nous a expliqué ce que signifie la durabilité dans le monde des affaires.

Mais quel est le rôle des CPA dans la création de ce nouvel avenir durable? Pour approfondir le sujet, je m'entretiens avec Anne-Marie Hubert, leader, Est du Canada, chez Ernst & Young. Anne-Marie a une longue expérience des initiatives de durabilité et est considérée comme une personne incontournable pour renseigner le milieu des affaires à ce sujet.

Anne-Marie, de votre point de vue, comment le milieu des investisseurs réagit-il face à la notion de durabilité?

**Anne-Marie Hubert** : À mon sens, David, les investisseurs dirigent le changement. Dans le monde, les investisseurs de quelque 50 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion demandent la présentation d'informations selon le GIFCC (Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques). Donc, environ la moitié des investisseurs de la planète veulent savoir ce que les sociétés dans lesquelles ils investissent font en matière de climat.

Ces normes n'existaient pas il y a cinq ans. Elles ont été élaborées sur environ 18 mois. Elles existent depuis plus de trois ans, et la moitié des investisseurs de la planète demandent aux entreprises d'en faire plus pour l'environnement. C'est un des éléments.

Vous devez avoir entendu parler de la déclaration collective des PDG des huit principales caisses de retraite du Canada, publiée en novembre. Les PDG prennent au sérieux les changements climatiques, les inégalités et la diversité. Ils demandent aux entreprises et aux employeurs d'en faire plus à cet égard.

Ils contribuent au changement grâce à leur engagement de gérance auprès des gestionnaires de placements qui travaillent pour eux et dans leurs propres activités de gestion d'actifs auprès des sociétés dans lesquelles ils investissent. Ils espèrent pousser le milieu des affaires canadien à agir.

D'autre part, quand on observe ce qui se passe aux États-Unis, avec la récente élection de Joe Biden et l'engagement en matière de carboneutralité de ce pays et du Canada, on peut penser que les autorités réglementaires et les dirigeants politiques vont accélérer le changement attendu pour la COP26.

**David** : Pouvez-vous donner quelques exemples de produits financiers durables? J'ai entendu parler, entre autres, d'obligations vertes.

**Anne-Marie** : Oui, on entend beaucoup parler d'obligations vertes, ou durables. C'est un instrument financier : une obligation est émise sur la base d'un engagement à s'améliorer sur le plan environnemental, pour l'obligation verte, ou sur le plan social, pour l'obligation durable.

Par exemple, dans le domaine pharmaceutique, une entreprise pourrait s'engager à rendre un médicament essentiel accessible à plus de personnes dans les pays en développement.

Elle continuera de répondre aux besoins de la population en général, mais en s'assurant que les personnes qui n'ont généralement pas accès à ce médicament l'obtiennent, et peut s'engager en plus à réduire son empreinte carbone et à favoriser la diversité et l'inclusion.

Les objectifs sont très précis. Il y a un point de référence marquant la situation actuelle et les progrès à accomplir. Si la société atteint l'objectif, elle conserve un taux d'intérêt moindre. Dans le cas contraire, le taux d'intérêt augmente.

C'est un incitatif financier visant un résultat social favorable. En même temps, ça donne un bel élan à la marque, car les gens voient l'entreprise faire le bien pour la société et exercer ses activités d'une manière qui protège la planète.

**David** : Le milieu des affaires partout dans le monde axe ses efforts sur la reprise et le rétablissement postpandémiques. Dans le contexte de la COVID-19, certains programmes d'aide gouvernementale ont été liés à la durabilité. Selon vous, quel a été l'effet de la pandémie sur la durabilité?

**Anne-Marie** : Il ne fait aucun doute que la pandémie a été favorable pour la durabilité, car nombre d'États y ont vu une occasion d'appuyer la reprise et une transition vers un rétablissement numérique, vert et inclusif.

Tant qu'à verser des fonds publics pour aider les entreprises à maintenir des emplois, aussi bien les utiliser pour favoriser l'adoption des technologies et des mécanismes de réduction des émissions de carbone, stimuler l'innovation dans différents secteurs ou encourager les progrès vers d'autres objectifs sociaux. Les États évoluent très rapidement dans cette direction.

**David** : En 2017, le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques a publié des recommandations sur la divulgation volontaire d'information sur les risques financiers liés au climat.

Plus récemment, CPA Canada a participé aux consultations de l'IFRS Foundation, qui envisage d'intégrer à son mandat l'établissement de normes d'information relatives à la durabilité. Pourquoi ces normes sont-elles si importantes? Dans combien de temps seront-elles mises en place?

**Anne-Marie** : J'ai dit tout à l'heure que les investisseurs dirigent le changement. Pour prendre des décisions de placement qui tiennent compte de l'impact financier lié au climat, ou de paramètres de diversité ou essentiels à une croissance inclusive, il faut avoir des données.

Si les données sont générées selon différentes normes et ne peuvent pas être comparées, il sera difficile de prendre des décisions cohérentes. De meilleures données permettront aux investisseurs

et au milieu des services financiers de prendre de meilleures décisions financières, qui tiennent compte des risques associés au climat, ou aux troubles sociaux.

Si nous ne réussissons pas à créer des sociétés inclusives et si le fossé entre riches et pauvres reste trop profond, le milieu des finances peut en tenir compte dans ses processus décisionnels et dans les décisions de placement.

Les données sont primordiales, leur uniformité est primordiale, et ça pose un grand défi. Il existe de nombreux cadres sur l'information relative à la durabilité.

Pour un projet d'EY mené il y a quelques années avec la Coalition for Inclusive Capitalism, nous avons travaillé avec 63 cadres. Nous avons besoin d'uniformité. Le paysage financier est mondial. La convergence dans l'établissement des normes est essentielle pour le milieu des finances.

Elle est tout aussi importante pour l'efficacité des entreprises. Pour un chef de la direction, l'utilisation d'un ensemble de normes pour les investisseurs, puis d'un autre pour l'information financière, ça donne beaucoup de travail, car chacun demande des indicateurs différents. C'est un gaspillage d'énergie.

Ça ne permet pas d'avoir l'incidence souhaitée. Il faut s'assurer d'affecter les capitaux là où ils apportent de la valeur à la fois aux investisseurs et aux autres parties prenantes. Si nous ne disposons pas des données pour le faire, ça ne pourra pas fonctionner.

**David** : Estimez-vous pertinent que ces mesures demeurent volontaires ou devrait-on rendre obligatoire pour les entreprises la divulgation de ce genre d'information?

**Anne-Marie** : Si c'est pertinent? Comment prendre des décisions financières cohérentes sans données cohérentes? Les données sont un défi. Je m'attends à voir, à la COP26, de nombreux pays s'engager dans cette direction.

Il y a le travail du Conseil de stabilité financière concernant les changements climatiques, grâce auquel les banques centrales travaillent avec le système financier pour trouver comment encadrer et instaurer ce genre de divulgation. Des projets pilotes sont en cours, dont un au Canada, afin d'intégrer les risques climatiques physiques et liés à la transition dans les décisions.

On peut penser qu'un règlement verra le jour, du moins pour le climat. Une très grande organisation canadienne, lors de l'examen mensuel de ses résultats, ne commence jamais par les finances, mais plutôt par le personnel.

De plus en plus d'entreprises suivent cette tendance, car elles constatent que ça plaît aux investisseurs et que ça leur permet de produire de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes, y compris les investisseurs. Grâce à cette tendance, ce sera plus facile pour les autorités de réglementer, de rendre obligatoire la divulgation de l'information.

**David** : Comment convaincre les entreprises qui ont d'importants impacts sur l'environnement de publier cette information même si elles n'y sont pas obligées?

**Anne-Marie** : Si nous voulons vraiment atteindre la carboneutralité et protéger la planète, il faut aider les gros producteurs d'émissions. C'est l'objectif de l'initiative Climate Action 100+.

Les plus gros émetteurs du monde ont été consultés. On veut comprendre d'où viennent leurs émissions et ce que pourrait être leur plan de transition afin d'établir une cible fondée sur la science pour atteindre la carboneutralité.

Cette initiative de soutien est en cours. Que font les autres émetteurs? Quelle cible peut-on atteindre? La majorité de ces grands émetteurs ont déjà un plan en place pour parvenir à la carboneutralité d'ici 2050 dans les pays développés, ou 2060 ailleurs.

Par exemple, le plus gros émetteur en Inde a tracé la voie à suivre, notamment en devenant l'un des plus grands producteurs d'énergie propre du monde. En fait, il espère se hisser au premier rang. Il fait déjà partie des chefs de file.

Il a tout bonnement cessé d'investir dans ses anciennes activités. Il les maintient pour éviter de créer des difficultés liées à sa production actuelle, mais tous les nouveaux capitaux sont consacrés à de nouvelles sources d'énergie.

On ne peut pas cesser soudainement de fournir de l'électricité ou un moyen de transport aux citoyens. Il faut une période de transition. L'entreprise ajoute plutôt de nouvelles sources d'énergie propre. Elle contribue à des investissements dans des installations de stockage et de transport.

Nous avons vu un triste exemple en Alberta, même si la décision prise était la bonne. Nous devons cesser la production d'électricité à partir du charbon. Nous devons fermer ces centrales, mais nous l'avons fait très vite dans ce cas.

En conséquence, beaucoup de gens ont perdu leur emploi. Il n'y avait pas d'autres emplois à proximité pour eux. Le nombre de suicides chez les hommes n'a jamais été aussi élevé dans la province, des troubles sociaux et d'autres problèmes sociaux sont apparus parce qu'on a voulu aller trop vite et qu'on n'a pas investi dans la reconversion des personnes touchées.

Il ne faut pas perdre de vue l'aspect humain de la transition. Nous devons travailler selon un plan concerté, et aider les secteurs et les personnes touchés par la transition.

La feuille de route pour y parvenir se ressemble beaucoup d'un endroit à l'autre. Il est bien évident que nous aurons besoin de la production, du transport et du stockage d'électricité propre et d'hydrogène propre, de méthodes de captage du carbone et d'un marché du carbone.

**David** : Les défis qui nous attendent sont assurément énormes. Comment vous sentez-vous par rapport à l'avenir, alors que tout semble si incertain? Quel est le rôle des CPA dans tout ça?

**Anne-Marie** : Quand je pense à l'avenir, je me dis que nous devons affronter la réalité et que comme Canadiens et Canadiennes, nous pouvons le faire en unissant nos forces pour rendre la transition avantageuse pour tous.

Nous avons différentes sources d'énergie. Il faut relever le défi de la transition énergétique, les producteurs de pétrole et de gaz le font déjà, mais les parties ne se concertent pas, et nous n'avons pas de plan national.

Il faut investir ensemble dans les infrastructures pour appuyer la transition. La Banque de l'infrastructure du Canada peut jouer un rôle essentiel en nous y aidant et en injectant des fonds publics pour appuyer la transition et attirer d'autres capitaux de placement qui la soutiendront



aussi. Notre population est instruite, nous devrions parvenir à relever ce défi et à faire partie des grands gagnants dans ce domaine.

Nous avons des ressources naturelles à profusion, mais il faudra assurer à tous un accès à large bande afin de surmonter le défi de l'actualisation des compétences, qui est tout aussi important. Donc, l'avenir du Canada s'annonce brillant, compte tenu des compétences des citoyens et de notre culture d'entraide. Il faut toutefois un leadership concerté, c'est crucial.

CPA Canada est un des principaux influenceurs dans le monde à bien des égards, pour l'instauration de normes mondiales, et le restera sans doute. Nous jouons des rôles qui nous ressemblent. CPA Canada joue aussi un rôle essentiel dans la formation et le développement des compétences des gens qui en ont besoin.

Enfin, CPA Canada joue un rôle déterminant en aidant ses membres à transmettre aux marchés financiers la confiance en une information de qualité, nécessaire pour prendre de bonnes décisions de placement et affecter les capitaux à des initiatives et occasions avantageuses pour notre avenir collectif.

**David** : Que devraient faire les nouveaux CPA pour se préparer à réussir dans ce domaine?

**Anne-Marie** : Les CPA, actuels et nouveaux, doivent cultiver la curiosité. Ils doivent s'intéresser aux changements qui se répercutent sur leur vie et sur celle de leurs enfants et petits-enfants. La science apporte de nouvelles informations tous les jours. Des données sont recueillies tous les jours.

Collectivement, avec la profession de CPA et d'autres spécialistes, nous allons fournir aux marchés financiers de meilleures données, plus fiables. Ça fait partie de notre contribution : notre discernement, notre capacité de valider et de comprendre les données, de les rendre utiles pour les marchés financiers.

La curiosité, le désir d'apprendre, car tout continue d'évoluer, la volonté de transmettre l'information pertinente sur tous les impacts financiers et d'affecter les ressources à la création d'un avenir meilleur pour toutes les parties prenantes. Je sais, les gestionnaires de caisse de retraite n'ont pas le choix. Ils doivent s'assurer d'avoir assez d'argent pour payer la rente des futurs retraités. C'est leur priorité.

Mais ils ont l'embarras du choix quant aux façons de le faire. Nous avons le privilège de vivre à une époque où les investisseurs sont conscients que les sociétés créeront plus de valeur pour les investisseurs si elles en créent plus pour leurs clients, leurs employés et la société.

**David** : Anne-Marie, merci beaucoup d'avoir discuté avec moi de ce sujet important.

**Anne-Marie** : Ce fut un plaisir, David.

**David** : Anne-Marie Hubert est leader, Est du Canada, chez EY. Le balado Voir demain est réalisé par CPA Canada en partenariat avec PodCraft Productions. Pour en savoir plus sur le projet Voir demain, consultez le site [voirdemain.cpacanada.ca](http://voirdemain.cpacanada.ca). C'était David McGuffin. Merci d'avoir été des nôtres et à la prochaine.

Transcription par CastingWords